

Bureau International Catholique de l'Enfance

Rapport financier Exercice clos le 31 décembre 2011

Préambule

Le résultat du BICE pour l'exercice 2011 ressort en déficit de 57 K€ contre un excédent de 104 K€ en 2010.

Malgré des legs et donations importants quoiqu'en diminution (304 K€ contre 421) ce résultat résulte principalement des éléments suivants:

- Une collecte de 2.488 K€, en retrait de 1% par rapport à 2010. Si la collecte auprès de nos donateurs fidèles a été satisfaisante (en hausse de 2%) les opérations de recherche de nouveaux donateurs, plus limitées cette année, ont été décevantes.
- La prise en charge de la partie de nos projets en République Démocratique du Congo qui n'a été financée ni par KiRA ni par les bailleurs de fonds (133 K€).
- Le coût de la restructuration de nos activités en Afrique, décidée dans le cadre du plan stratégique 2010-2013, avec le transfert progressif de la gestion de nos centres à des structures autonomes et la création d'associations locales liées au BICE par des conventions de partenariat. Les coûts directs de cette restructuration (45 K€) sont liés aux indemnités dues au personnel local dans le cadre de son transfert vers les associations nouvelles.

Les conséquences de la rupture avec KiRA, avec laquelle un accord a été trouvé en juillet pour solder nos projets en commun, sont ainsi actées de manière définitive dans les comptes de l'exercice 2011 (hormis un solde de financement de 19 K€ perçu en mars 2012).

L'année a été marquée par la réorganisation du fonctionnement de nos Délégations Régionales qui, regroupées à Bruxelles, travaillent maintenant de manière plus coordonnée, comme le montre l'orientation prise vers la gestion de programmes (communs à plusieurs pays et plusieurs DR) plutôt que vers l'approche « projets » (spécifiques à un pays).

La transition vers cette nouvelle approche et la redéfinition de nos activités se sont toutefois traduites par une diminution temporaire de nos missions sur le terrain, accentuée par l'attentisme de nos bailleurs de fonds pour l'Afrique qui se sont limités au financement de la fin de nos projets. Le redéploiement de nos actions terrain sera encore limité en 2012 compte tenu des délais d'instruction des nouvelles demandes de financement introduites

D'un autre côté, les investissements entrepris depuis 2009 pour la reconstitution de la base de donateurs, indispensable au développement de la collecte, ont de nouveau produit des résultats, certes en deçà des progressions escomptées mais cependant encourageants, puisque le nombre de donateurs s'est légèrement accru.

I. Le compte d'emploi des ressources

Les ressources : 5.067 K€ (y compris le report des ressources antérieures)

Les produits de la générosité du public : 2.818 K€

La collecte auprès du public diminue de 1% à 2.488 K€ (hors dons affectés) malgré un don exceptionnel de 40 K€. Si celle auprès de nos donateurs fidèles (+2%) est encourageante en période de crise et traduit les premiers résultats de l'investissement effectué depuis 2009 pour le recrutement de nouveaux donateurs, la recherche de nouveaux donateurs, plus limitée cette année, a été en deçà de nos attentes. Elle n'en reste pas moins indispensable pour accroître le niveau des dons, encore insuffisant pour le financement des missions du BICE.

Les legs, nets de frais, représentent un montant encore élevé de 297 K€, en nette diminution par rapport à un montant exceptionnellement élevé en 2010. L'augmentation ou au moins le maintien du niveau des legs, dont le coût de collecte est marginal, est pour le BICE un enjeu essentiel.

Les autres fonds collectés : 1.579 K€

Ces fonds recueillis auprès d'organismes publics et d'institutions et fondations diverses pour le financement de projets spécifiques représentent 1.579 K€ (dont 508 directement reçus par nos bureaux en Afrique).

Hors subventions exceptionnelles reçues de Pro Pueris en 2010, les fonds collectés pour les projets sont en diminution d'environ 10%, principalement en raison d'un certain attentisme de la part de nos bailleurs de fonds en raison de la période de transition avec KiRA

Les autres produits : 123 K€

Les autres produits (cotisations, produits financiers, ventes de cartes de voeux) représentent 61 K€, montant comparable à l'exercice précédent. Il s'y rajoute une reprise de charge à payer devenue sans objet pour 40 K€ et 22 K€ de gains de change sur nos transferts en \$ vers la RDC.

Les emplois : 5.124 € (y compris les engagements restant à réaliser)

Les missions sociales : 2.769 K€

Le coût des missions sociales de 2.514 K€ (auxquels s'ajoutent 713 K€ d'engagements restant à réaliser) est constitué par :

- Les programmes sur le terrain pour 2.540 K€, montant en baisse de 25% par rapport à 2010. Cette baisse sensible résulte principalement de la réorganisation de nos activités en Afrique, et d'un certain attentisme de la part de nos bailleurs de fonds pour ces pays

ainsi que de la mise en place progressive d'une approche « programmes » plutôt que « projets ».

- Le coût des actions de sensibilisation, formation et promotion des politiques de l'enfance pour 255 K€. Il est en augmentation du fait de l'organisation de plusieurs sessions de formation sur le plaidoyer et les mécanismes internationaux de défense des droits de l'enfant à destination des défenseurs des enfants.

Les frais de recherche de fonds : 1.021 K€

Ces frais sont en légère diminution par rapport à l'an dernier (-2%), en particulier du fait d'une légère réduction des dépenses de recherche de nouveaux donateurs. La nécessaire poursuite de la reconstitution de notre fichier de donateurs par des actions de prospection (mailing ou téléphone) continue toutefois de représenter un coût élevé, mais indispensable si nous voulons espérer voir notre collecte auprès de nos donateurs fidèles retrouver le niveau nécessaire au financement de nos actions.

Les frais de fonctionnement et autres charges : 621 K€

- Frais de communication : 356 K€ en augmentation du fait de l'embauche d'une personne dédiée au site internet, dont la redéfinition a été mise en place fin 2011.
- Autres charges : 265 K€ comparables à l'année précédente. Il s'agit des frais de gestion financière, administrative et statutaire et des coûts du Secrétariat Général. .

II. Le compte de résultat

Le compte de résultat ne diffère du compte d'emploi des ressources que par la présentation des frais par nature et non par objet de ces frais.

Le résultat d'exploitation ressort positif de 52 K€ contre un résultat négatif de 194 K€ en 2010.

Corrigé de la variation des fonds dédiés, ce résultat ressort négatif de 114 K€, contre un résultat positif de 78 K€ en 2010, l'écart provenant essentiellement du coût non financé de nos activités en RDC.

Le résultat net ressort en déficit de 57 K€ contre un excédent de 104 K€ en 2010.

III. Le bilan

Les comptes de bilan n'appellent que peu de commentaires :

- Les fonds dédiés représentent 912 K€ contre 746
- La trésorerie, y compris les placements à court terme et les dons 2011 encaissés en 2012 s'élève à 1.907 K€. Déduction faite des fonds dédiés, elle s'élève à 995 K€ (contre 1.009).
- Les fonds dédiés ont, pour l'essentiel, été versés sur des comptes bancaires spécifiques, distincts du compte de fonctionnement.

- Compte tenu du résultat de l'exercice, les fonds propres du BICE s'élèvent à 686 K€ contre 743 K€ au 31/12/2010.

PERSPECTIVES 2012

Comme indiqué en préambule, l'année 2011 aura été, comme en 2010, marquée par les conséquences de la rupture avec KiRA et par la poursuite de l'effort de reconstitution de notre fichier des donateurs.

L'année 2012 verra les effets de la restructuration de nos activités en Afrique, largement entamée en 2011 avec :

- la constitution d'organisations locales liées au BICE par des conventions de partenariat. Ces organisations ont pour vocation de porter les projets développés en coordination avec le BICE et avec le soutien de bailleurs de fonds locaux ou internationaux, sollicités par le BICE. Le transfert des activités vers ces organisations sera effectif à la fin des projets en cours dans le courant de l'année.
- le transfert progressif de la gestion de nos centres d'accueil vers des organisations ou des congrégations locales déjà implantées dans le pays, ce transfert devant être également réalisé pour l'essentiel dans le courant de l'année.

L'important programme « justice des mineurs » (appui à l'amélioration de la justice pour les mineurs) qui sera mené en Afrique (RDC et Mali principalement) et dans divers pays d'Amérique Latine par nos partenaires, a été présenté au cours de l'année et a été récemment validé par les bailleurs de fonds publics sollicités. Il débute ainsi en avril 2012 et s'étalera sur 3 années. Son importance marque le redéploiement des missions sociales sur le terrain à un niveau plus conforme à l'image et aux capacités du BICE.

Les investissements nécessaires au développement du fichier des donateurs seront poursuivis en 2012, en tenant compte de l'expérience acquise ces deux dernières années en matière de contacts téléphoniques et de mailings papier. L'augmentation du nombre de nos donateurs fidèles est réelle, mais reste encore faible. La poursuite de ces investissements est donc une nécessité.

Paris le 19 avril 2012

Le Trésorier

Christian de Chastellux